

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
12 février 1976

No 427

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

L'Europe à l'ordre du jour

Lundi, les ministres des Affaires étrangères des «neuf» ont décidé de répondre positivement à la demande d'adhésion présentée au Marché commun par la Grèce. Cette demande, on s'en souvient, avait été formulée après le renversement des colonels. Cette décision, qui deviendra effective d'ici deux ans environ, marque un renforcement de la CEE.

Pays qui était hier complètement dominé par l'impérialisme américain, la Grèce a ébranlé cette domination et a voulu adhérer à la CEE pour échapper encore plus à cette tutelle. L'adhésion de la Grèce est un démenti à ceux qui, il n'y a pas si longtemps, parlaient d'effondrement de l'Europe. En fait la tendance actuelle est au renforcement de la CEE et les différentes questions qui sont actuellement discutées dans les milieux monopolistes européens portent sur les mesures à adopter pour réaliser ce renforcement. C'est ainsi que les 1er et 2 avril les chefs d'États européens prendront position sur le rapport du premier ministre belge Tindemans. Celui-ci, on s'en souvient, a proposé une série de mesures destinées à mettre en place une union politique des gouvernements capitalistes de l'Europe de l'Ouest. Les propositions visent à établir un gouvernement européen. Il prend également position en faveur de la constitution d'une défense européenne commune.

Le renforcement de l'Europe est une nécessité pour les capitalistes ouest-européens afin de préserver leurs intérêts.

Ils doivent faire face au contrôle économique de la superpuissance américaine et ne peuvent développer leurs économies capitalistes qu'en s'unissant et en renforçant l'exploitation des travailleurs. L'exemple de l'aéronautique est caractéristique. L'impérialisme américain cherche par tous les moyens à s'opposer à la concurrence des productions européennes afin de monopoliser les marchés. Les pays européens sont obligés de s'unir pour développer leur production et pouvoir concurrencer les USA.

Les pays européens doivent encore faire face à la menace de la superpuissance soviétique qui est la plus dangereuse. Là, il ne s'agit pas de menace économique mais de la menace d'un contrôle militaire. Aucun pays européen pris isolément n'est en mesure de faire face à une agression militaire soviétique. Les pays européens sont contraints de s'unir face à cette menace. D'autant plus que celle-ci se fait de plus en plus sentir.

Cette union ne va pas sans contradictions ni rivalités entre les pays européens. Chacun cherche évidemment à en tirer profit. On ne saurait oublier que même s'ils sont de second rang et eux-mêmes menacés, ils n'en restent pas moins des pays impérialistes. C'est ce qui explique que les «grands» pays européens veuillent imposer leur direction aux «petits». C'est ainsi qu'en ce qui concerne le parlement européen les grands pays veulent une représentation proportionnelle à la population, ce qui les avantage sur d'autres pays, comme l'Irlande, Danemark ou le Bénélux ; ceux-ci évidemment s'opposent à ce projet. C'est ainsi également que le gouvernement français propose la mise en place d'un «directoire» de trois pays pour diriger la communauté européenne. Sur ces trois pays au moins deux seraient des «grands».

Dans notre pays lui-même la question de l'Europe fait l'objet de profondes divergences au sein de la bourgeoisie. Les dirigeants du PCF pour leur part, conformément aux intérêts de la superpuissance russe, s'opposent à tout renforcement de l'Europe. Ils cherchent à s'allier d'autres courants de la bourgeoisie dont les intérêts s'opposent à la supranationalité, craignant en particulier la concurrence de l'Allemagne.

Quant aux travailleurs ils doivent avant tout compter sur leurs luttes pour s'opposer à la volonté de la bourgeoisie de leur faire payer la crise capitaliste et pour défendre l'indépendance nationale.

LOCKHEED, DASSAULT

La corruption au grand jour

Curieuse coïncidence, au moment où le scandale des «pots-de-vin» de la firme Lockheed éclatait au grand jour en Europe, un représentant de la firme Dassault passait en jugement pour tentative de corruption lors de l'affaire du «marché du siècle».

L'empire américain s'effrite et les murs lézardés laissent entrevoir ouvertement ce que tout le monde savait déjà, ou du moins pouvait soupçonner. Beaucoup font mine de «découvrir» ce nouveau Watergate comme si la corruption n'était pas le lot des régimes comme ceux qui règnent de Washington à Moscou en passant par Paris.

Hier, on savait «tout» sur la CIA. Aujourd'hui, le commerce américain dévoile l'une des cortès maîtresses de sa réussite : la corruption tous azimuts.

Quant aux marchands de canons français, même si certains minimisent le scandale des Mirages, ils ne sont pas de reste.

La «Lockheed Aircraft Corporation» — à qui il est reproché d'avoir versé de nombreux pots-de-vin — est l'une des plus grandes sociétés américaines dans le secteur aérospatial et le premier fournisseur du département américain de la Défense, qui est en même temps de loin son principal client.

Son chiffre d'affaires (3,2 milliards de dollars) la plaçait en 1974 au 49^e rang des compagnies américaines dans le classement du magazine «Fortune». Sur ce total, la part du Pentagone est d'environ 60%. Par ailleurs, à peu près 20% de ses ventes sont effectués à l'étranger. Elle emploie quelque 60 000 personnes, notamment dans ses usines de Burbank près de Los Angeles.

Dans la journée de mardi, suite aux révélations sur la corruption de personnalités dirigeantes européennes et notamment du monarque hollandais, on apprenait que le directeur des opérations de vols de la Compagnie aérienne de Hong Kong «Cathay Pacific», le commandant E.B. Smith, a présenté mardi sa démission à la suite d'informations confirmant qu'il avait tou-

ché en novembre 1974 un chèque de quatre-vingts mille dollars de la compagnie américaine «Lockheed».

D'un autre côté à Amsterdam, témoignant devant le tribunal devant lequel comparait le représentant de la firme française aux Pays-Bas, M. Dankert déclarait qu'en janvier 1973 M. Botterman, qui lui avait demandé de faciliter des rencontres avec des personnalités néerlandaises influentes, lui avait dit : «Évidemment vous n'avez pas à le faire pour rien, un petit morceau de terre dans le Sud de la France serait bien agréable».

M. Dankert a expliqué qu'il n'avait compris l'importance de l'offre du représentant de l'Office français d'exportation de matériel militaire (OFEMA) que lorsque plus tard — en décembre 1973 ou janvier 1974 — le secrétaire général de la compagnie Dassault, M. Pierre François, lui avait déclaré à Paris qu'il ne fallait pas prendre au sérieux les propositions que M. Botterman aurait pu lui faire... ajoutant que «ce genre de choses, nous le réglerons à notre niveau. Un compte bancaire en Suisse n'impliquerait personne».

Avantage militaire de l'URSS sur les USA

L'Union soviétique a désormais, quantitativement, un certain avantage militaire sur les États-Unis et la supériorité technologique américaine diminue graduellement, souligne une analyse publiée mardi par la bibliothèque du congrès américain.

Les États-Unis, selon ce rapport de quatre-vingt-six pages, sont désormais surpassés par l'URSS dans le domaine des armements nucléaires sauf pour le nombre global de MIRV (missiles intercontinentaux à têtes multiples et indépendantes) et de têtes nucléaires. Ils maintiennent également un léger avantage dans le domaine des forces aériennes tactiques par contre, l'Union soviétique a acquis une supériorité très nette en Europe centrale où

ses missiles surface-surface dépassent en nombre ceux des États-Unis par dix contre un. Les sept cents appareils soviétiques pouvant transporter des armements nucléaires ont, dans cette région, une supériorité de deux contre un sur les appareils américains.

Dans le domaine des forces terrestres, les troupes soviétiques sont deux fois et demie plus nombreuses que celles des États-Unis qui, d'autre part, ne pourraient aligner que neuf mille chars face aux trente quatre mille cinq cents de l'armée soviétique.

La marine soviétique aurait, selon ce document, plus de navires de combat de toutes catégories que la marine américaine, à l'exception des portes-avions.

Entretien avec des ouvriers de Sanders (Athis-Mons)

Dans notre dernière édition, des travailleurs de Sanders, relataient la situation dans le groupe lié à l'Entreprise minière et chimique, entreprise nationalisée, la création de la section CGT, et des luttes dans l'entreprise.

Outre les augmentations de salaires, un nombre non négligeable de points ont été acquis : l'horaire a été ramené de 45 heures à 41 heures 15 (sans diminution de salaire), amélioration des conditions de travail et des mesures d'hygiène et de sécurité (les maladies professionnelles, estomac, poumons, yeux, sont fréquentes) : une hotte pour aspirer la poussière sur les postes, douches, chaussures de sécurité, sécurité sur le Fenwick ; une camionnette pour amener les travailleurs au boulot (avant il n'y avait aucun moyen de transport), etc.

Avant on avait tout le temps les chefs sur le dos, et à la première occasion c'était : «Si vous êtes pas

content...» maintenant ils s'écrasent !

Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui ont mené l'action de bout en bout et ce sont eux qui ont décidé de la reprise du boulot.

Mais il y a une chose qu'il ne faut pas négliger, c'est que le patron avait trouvé une parade en faisant fabriquer les produits dans d'autres usines de son groupe.

C'est pourquoi il apparaît de plus en plus nécessaire de s'organiser au niveau du groupe : susciter l'organisation des travailleurs en section syndicale (peu importe l'étiquette) et établir des liaisons entre elles, un bulletin d'information commun, etc.

(Suite page 3)

Une crèche pour le 14 février

Amis en camarades de province soyez entièrement rassurés pour ce qui est de la garde de vos jeunes enfants lors du Rassemblement national ouvrier : une

crèche sera organisée.

Pour y mettre vos enfants prenez tous les renseignements dès l'entrée du Rassemblement.

POURQUOI NOTRE JOURNAL N'EST PAS PARU HIER

Nous nous excusons auprès de nos amis lecteurs, de la non-parution de notre édition en date du 11 février 1976.

Celle-ci a été indépendante de notre vo-

lonté, mais a été occasionnée par une panne de machine, irréparable sur le moment.

Dès aujourd'hui, il reparaît normalement.

Europe: Les colères de «La Pravda»

Le ministre belge de la Défense nationale vient d'être violemment pris à partie par l'organe central des dirigeants du Kremlin. Un numéro récent de «La Pravda» accuse en effet le ministre belge, qui est également président de l'Eurogroupe, de manifester des activités «incompatibles avec l'esprit et la lettre de l'acte final de la Conférence d'Helsinki», s'en prenant au fait que l'Eurogroupe s'occupe de créer une agence européenne autonome pour la production et la distribution des armements.

Mais les colères de «La Pravda» qui multiplie ses attaques contre l'unification européenne n'en révèlent que mieux les ambitions agressives de l'URSS qui s'irrite des bâtons que la construction européenne met dans ses roues.

Récemment le ministre belge de la Défense avait très justement dénoncé les plans secrets de Moscou sur l'Europe en affirmant, dans une interview publiée par «La libre Belgique» :

«Est-ce la détente que de produire des avions tactiques dont le nombre a dépassé de 70 % celui de l'OTAN ? Est-ce la détente quand on sait que l'URSS a fabriqué ces dernières années quatre fois plus de navires de guerre que les États-Unis ? Est-ce la détente quand on voit que

le rapport en matière d'équipements des forces terrestres ne fait que croître en faveur de l'URSS dans une

proportion de 7 ou 8 à 1 ? Est-ce la détente alors que l'URSS se ménage aujourd'hui en Angola, une nouvelle tête de pont qui lui assure la route du Cap, c'est-à-dire 60 % de l'approvisionnement pétrolier de l'Europe ? En 1939, Hitler faisait aussi des discours de détente, mais ses agissements se sont révélés tout à fait contraires à ses dires...

«La sécurité de l'Europe et son indépendance supposent, à terme, une défense commune, assez puissante et assez diversifiée pour équilibrer la force soviétique, assez déterminée pour rendre crédible l'usage de l'ar-

me nucléaire (...). C'est la condition de notre sauvegarde. Nous ne pouvons plus dépendre d'un francement de sourcils de M. Brejnev. L'Europe est acculée à assumer ses responsabilités et à s'organiser, avec les charges que celui implique.»

Pour commémorer l'anniversaire du Front Populaire en Espagne

Pour commémorer le 40^e anniversaire de la victoire du Front populaire en Espagne, le 16 février 1936, la représentation à Paris du Front révolutionnaire, antifasciste et patriotique organise une série de manifestations tout au long de la semaine (deux expositions auront lieu, l'une à la Maison de la jeunesse et de la culture de Saint-Michel, rue Hautefeuille, l'autre à la librairie 14 juillet boulevard Beaumarchais avec débats publics à 19 heures, mercredi et samedi.

Dans un ciné-club boulevard Raspail, à l'uni-

TIERS MONDE :

La déclaration de Manille

La 3^e Conférence ministérielle du «groupe des 77», regroupant 108 pays du tiers monde représentés à l'ONU a achevé ses travaux par une déclaration d'orientation, la déclaration de Manille, qui s'inscrit dans la continuité de celles d'Alger et de Lima.

Elle met particulièrement l'accent sur «la solidarité étroite des pays en voie de développement» et «l'impor-

tance que revêt la consolidation et la fortification de leur unité et de leur solidarité par une action concertée commune». Elle dénonce le fait que «l'économie de tous les pays en voie de développement a été gravement touchée par les conditions économiques internationales, en particulier par l'inflation mondiale, le désordre monétaire, la récession dans les régions très industrialisées, l'apparition de nouvelles formes de discrimination et de coercition économiques, le comportement des sociétés transnationales et la recrudescence des tendances protectionnistes dans les pays développés».

La déclaration rend, au passage, hommage aux pays de l'OPEP «qui ont fait et continuent à faire d'importants efforts pour apporter à d'autres pays en voie de développement une assistance financière et autre afin de les aider à surmonter leurs difficultés de balance des paiements.»

Les «77» se sont fixés plusieurs objectifs dans la poursuite de leur combat pour un nouvel ordre économique mondial :

— Augmenter sensiblement la part des pays du tiers monde dans les exportations mondiales d'articles manufacturés et semi-finis.

— Imposer d'urgence une réforme du système monétaire international, qui réponde aux intérêts et aux besoins des pays du tiers monde.

— Assurer le transfert de technologie vers le tiers monde.

— Prendre immédiatement des mesures pour atténuer leur endettement croissant.

— S'assurer que les activités des sociétés transnationales opérant sur leur territoire sont compatibles avec les objectifs du développement national.

Toutes mesures qui visent principalement les activités de pillage des deux superpuissances.

La Roumanie et Malte ont été accueillis comme membres à part entière des «77» malgré les difficultés pour les incorporer à un groupe régional et, pour la Roumanie, malgré son appartenance au bloc de l'Est.

USA : CREATION DE L'ORGANISATION DE MASSE OUVRIERE «CONTRE ATTAQUE»

C'est dans un esprit enthousiaste et militant que se sont déroulées récemment à Chicago deux journées de rassemblement ouvrier, jetant les bases d'une grande organisation de masse anticapitaliste.

Quelque 70 groupes et organisations avaient accepté de participer à la conférence, représentant de nombreux comités locaux ou régionaux de lutte contre les licenciements, la répression policière, les déportations d'ouvriers immigrés, le racisme, la montée du fascisme.

La Ligue Octobre (marxiste-léniniste), ainsi que d'autres organisations se réclamant du marxisme-léninisme, jouaient un rôle prépondérant dans l'organisation et la direction politique de la conférence.

Les quelque 1 300 participants, la plupart d'entre eux travailleurs et ouvriers d'entreprise, ont écouté les interventions de Fred Walters, président d'un syndicat militant indépendant de bûcherons noirs et blancs, Starbisha Weusi, membre du «Congrès du peuple africain» organisation noire se réclamant du marxisme-léninisme, enfin Odis Hyde, vétéran communiste, actif dans les luttes des années 30, et présentement membre du Comité central de la Ligue Octobre (ml). Le reste de la journée était composé de différents ateliers de travail, traitant une série de résolutions autour de problèmes d'actualité comme la crise et les licenciements, les luttes pour la syndicalisation,

la crise mondiale aujourd'hui, le «busing»* et la ségrégation raciale, les luttes des minorités nationales et des femmes, le problème de la santé, les luttes au sein des syndicats contre les dirigeants bourgeois et corrompus ainsi que les responsables révisionnistes, etc.

Certains ateliers, comme celui des ouvriers de la sidérurgie, démontrèrent une haute conscience politique et une réelle clairvoyance vis-à-vis du révisionnisme et des dirigeants syndicaux soi-disant libéraux.

La plupart des ouvriers présents à la conférence étaient déjà organisés dans leurs syndicats respectifs, au sein de comités combattifs, se portant à l'avant-garde des luttes de classe et y ap-

portant de justes contenus politiques.

Des comités locaux anticapitalistes et antirépression avaient déjà un passé de luttes historiques derrière eux, comme les comités de Boston ou celui de Chicago-Sud, ayant déjà mené de courageuses actions contre le Parti nazi américain et le Ku-Klux-Klan, qui voulaient forcer les noirs à quitter leurs quartiers.

Les femmes ouvrières également bien représentées se retrouvaient aussi dans un atelier particulier, portant principalement sur les luttes au sein de la «Coalition des femmes syndicalistes», contre les dirigeants bourgeois et révisionnistes. L'atelier sur la situation internationale aborda principalement le problème de l'Angola, et la très grande majorité des participants condamna l'intervention des deux superpuissances dans ce pays. L'indépendance pour l'île de Puerto-Rico, ainsi que l'arrêt de la politique colonialiste américaine vis-à-vis du canal de Panama étaient également exigés.

Enfin le slogan du Parti révisionniste «Détente brings

jobs», c'est-à-dire «La dette apporte du travail» était résolument rejeté, et le danger que les deux superpuissances font courir aux peuples du monde dans leurs

La journée du lendemain commençait avec des interventions et des motions de soutien internationales : Ligue communiste (ml) du Canada, Parti des travail-

Enfin deux vétérans du mouvement communiste américain, Nanny Washburn et Harry Haywood, militants marxistes-léninistes et antirévissionnistes de la première heure, reçurent une ovation lorsqu'ils annoncèrent leur total appui à la conférence.

Le reste de la journée devait être réservé aux discussions et votes sur les statuts de l'organisation ainsi que l'élection du comité directeur.

Ces deux journées ont donc apporté les conditions nécessaires qui permettront l'unification et la coordination au sein d'une grande organisation de masse, des luttes populaires à travers le pays, au moment où malgré les bélements de la bourgeoisie sur la «relance» la classe ouvrière, faisant une fois de plus les frais de la crise, a de plus en plus besoin de cette arme de combat.

Correspondant HR aux USA — Michel BATAILLE.



L'imperialisme, le racisme, le chômage, la répression (Photo LNS)

préparatifs frénétiques de guerre était souligné.

La fin de la première journée s'achevait dans une ambiance fraternelle, et danses, chants, spectacle culturel ainsi qu'une exposition d'un peintre haïtien se déroulaient jusqu'à une heure avancée de la nuit.

leurs haïtiens (ml), Groupe du 18 mai, des travailleurs haïtiens immigrés (ml), ainsi que R. Cintron, représentant du comité pour la défense du prisonnier politique puertoricaïn Frederico Cintron, et une représentante de l'armée de l'Union nationale africaine du Zimbabwe», etc.

* Obligation légale de transporter les enfants noirs et blancs dans les mêmes bus pour les conduire à l'école.

nouvelles intérieures

-Congrès de la fédération de l'Éducation Nationale

LES FAUX DEMOCRATES

Le congrès de la fédération de l'éducation nationale s'est ouvert lundi. Sous le prétexte de ne pas changer l'ordre du jour, la direction de la FEN s'est opposée à l'adoption d'une motion de soutien à Jacques Papinsky, cet enseignant révoqué de l'éducation nationale et radié à vie pour avoir écrit un pamphlet contre l'inspection.

Après 80 jours d'une grève de la faim qu'il a engagé pour obtenir sa réintégration, Jacques Papinsky a dû être hospitalisé et est actuellement sous perfusion. Ses jours sont en danger.

La radiation de Papinsky avait été votée à l'unanimité par les représentants de l'administration et par des

membres du Syndicat national des instituteurs, membres du PCF. La municipalité PCF d'Houmécourt a également voulu le faire partir de son logement de fonction comme le demandait l'inspection.

Au congrès de la FEN, la direction social-démocrate et ses rivaux du PCF se sont mis d'accord pour s'opposer à tout soutien. Ils se chamaillent pour contrôler la bureaucratie syndicale et s'entendent fort bien pour défendre l'école capitaliste. En dénonçant l'inspection, Papinsky a commis à leurs yeux le crime suprême : remettre en cause la hiérarchie. Mercredi est la journée que ces messieurs ont prévu pour parler des libertés. Parlons en, en effet.

LA VILLE NOUVELLE DE SAINT-QUENTIN-LES-YVELINES

«MIEUX — ETRE » OU GHETTO?

Dijoud, secrétaire d'Etat à l'immigration a signé lundi avec le syndicat communautaire d'aménagement de la ville nouvelle de Saint-Quentin-les-Yvelines un contrat destiné soi-disant à assurer le «mieux-être» des travailleurs immigrés. Ceux-ci sont 15 000 dans la ville nouvelle de Saint-Quentin, dont 1 600 ouvriers du bâtiment. Ce qu'on nous présente comme un contrat destiné à assurer le mieux-être des immigrés n'est en réalité qu'un moyen de les maintenir dans un ghetto, en dehors de la ville nou-

velle qui se construit. Pourquoi en effet les travailleurs immigrés auraient-ils des conditions de logement différentes de celles des Français ? Le contrat prévoit la mise en place en 5 ans de 1 100 places en foyers, et de 230 places dans des caravanes. En même temps que la ville est construite on fixe la place qui sera réservée aux immigrés. Les Français d'un côté, les immigrés de l'autre, tel est le mieux-être selon Dijoud. Celui-ci prévoit de signer 20 ou 30 contrats de ce type en 1976.

La mort d'un vieux travailleur

Une fois de plus, un vieux travailleur est mort sans que personne n'y prête attention.

Depuis juillet, en effet, personne n'avait revu M. René Lagarde, 64 ans, qui occupait un modeste logement au 4^e étage, 7 quai de Serin sur les bords de la Saône. Lundi matin, le régisseur voulant pénétrer dans les lieux alla chercher un serrurier qui, en présence de la

police, ouvrit la porte d'entrée. Ils découvrirent le cadavre décomposé sur son lit. Selon les premières constatations, la mort remonterait à juillet dernier.

La société capitaliste est ainsi faite que les vieux, qui ne sont plus utiles car ils ne rapportent plus de profits, sont rejetés et vivent souvent dans la solitude. Et quand ils meurent il arrive que personne ne s'en rende compte.

La social-démocratie au secours du sionisme

Des responsables des partis socialistes doivent se réunir secrètement dimanche à Amsterdam pour étudier les moyens de renforcer la coopération en faveur d'Israël, dans le mouvement socialiste européen, révèle vendredi le «Times».

Cette information a été confirmée en fin de matière au siège du Parti travailliste

où l'on précise que ce sont MM. Jan Mikardo, président du Comité international du Labour, et Fred Willey, ancien ministre, qui se rendront dimanche à Amsterdam.

Fidèle à lui-même on peut supposer que le PS français participera à cette réunion.

Entretien avec les travailleurs de la section C G T de Sanders

(Suite de la page 1)

Après la grève, outre une vigilance continue, nous restons mobilisés et il y a riposte du tac au tac lorsqu'il y a un problème.

Suite à un débrayage, le patron avait donné une prime antigrève de 27 F à ceux qui n'avaient pas débrayé. «Vous dites que vous n'avez pas d'argent pour les revendications et vous en donnez à ceux qui débrayent pas ; alors les 27 F vous allez nous les payer», lui a-t-on dit, et on a débrayé pour ça.

Par ailleurs nous avons exigé la réintégration d'un ouvrier qui était en maladie, pour que le patron applique ses propres lois.

OUVRIERS ET PAYSANS LUTTONS ENSEMBLE !

Sanders ne se contente pas d'exploiter les ouvriers, il exploite également les paysans et particulièrement les petits paysans, avec qui nous avons établi des liaisons.

Sanders vend ses produits aux petits paysans et leur propose des contrats d'intégration : nous vendons les produits, les bébés-animaux, vous vous prenez du crédit, vous construisez les bâtiments, vous élevez les animaux, s'il y a des bêtes mortes, c'est pour vous, les frais de vétérinaire aussi, et nous vous ra-

chèterons les bêtes au prix du marché (le nôtre). La boucle est bouclée.

Le petit paysan s'endette, Sanders leur fait des procès, les fait hypothéquer, puis saisir ; le paysan après avoir travaillé vingt heures par jour parfois, est ruiné, il n'a plus qu'à partir, les gros paysans, les cumulards, s'empareront des terres.

C'est pourquoi il est important qu'une liaison de plus en plus large s'établisse entre les ouvriers de usines agro-alimentaires et les petits paysans pour mener une lutte contre le même exploitateur.

Les ouvriers popularisent la lutte des petits paysans,

les petits paysans popularisent la lutte des ouvriers parmi eux et auprès des ouvriers des usines dont ils dépendent pour leurs produits dans leurs régions respectives.

C'est aussi pour cette raison que nous nous adressons au quotidien l'Humanité rouge comme nous nous sommes adressés au Quotidien du peuple et à la Cause du peuple.

La section CGT Sanders

En écrivant au journal vous pourrez avoir des renseignements supplémentaires : en inscrivant sur votre lettre, à l'intérieur : «Pour la section CGT Sanders, aux bons soins de l'Humanité rouge.»

L'information selon Chirac

Dans une lettre qu'il a adressée à l'administrateur de Radio Luxembourg, Chirac demande à celui-ci de constituer un «groupe de réflexion» destiné à «étudier les problèmes de l'information face au phénomène de la violence».

«La réflexion de ce groupe devrait, à mon sens, porter notamment sur les moyens de surmonter les contradictions qui se présentent dans certains cas de violence dramatique et flagrante entre les exigences de l'information et celles de l'ordre public», déclare-t-il.

Il est clair que le gouvernement veut par ce biais que les moyens d'information ne parlent que de ce qu'il jugera utile et renforcent leur campagne sur la prétendue

montée de la criminalité, destinée à justifier un renforcement de la répression. Il s'agit d'une tentative de renforcement du contrôle gouvernemental sur les moyens d'information.

«Rendu public, ajoutera Chirac, le rapport qui résultera de vos travaux, devrait permettre à tous ceux que ce problème concerne d'exercer leurs responsabilités, publiques ou privées, individuelles ou collectives, suivant vos recommandations faites en toute connaissance de cause».

On peut se demander si Chirac n'a pas derrière la tête la mise en place d'une sorte de code fixant ce que les moyens d'information doivent dire et ce qu'ils doivent cacher.

«EL MOUJAHID» ACCUSE LA POLICE FRANÇAISE DES FRONTIERES

«El Moudjahid», quotidien algérien, met vivement en cause la police française des frontières dans un billet intitulé «La conception française des bonnes relations».

Dans ce billet publié en page 2, «El Moudjahid» indique que les agents de la police française des frontières, en particulier à Lyon et à Marseille, «ne trouvent pas mieux à dire, quand ils ont affaire à des passagers algériens, que : "Quand tu rentres en Algérie, donne ta paie à Boumediène pour faire la guerre au Maroc" ou "Vos usines doivent vous suffire maintenant pour vous nourrir, que faites-vous donc chez nous ?"»

«On assiste de nouveau à une vaste campagne de dénigrement et de vexations à l'égard de nos nationaux de la part des autorités françaises», ajoute «El Moudjahid» qui indique, ironiquement, qu'il s'agit là «d'une nouvelle preuve de la volonté des responsables français de dénouer rapidement la crise actuelle entre nos deux pays».

«Nul n'est dupe : l'humiliation de nos émigrés par les Français ne date pas d'aujourd'hui... Mais que ceux qui ne cessent de chercher la petite bête à notre émigration se rassurent, ils n'auront pas le loisir de la faire éternellement», conclut le quotidien.

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES LÉNINISTES DE FRANCE



LA FAUCILLE No 14
(datée par erreur de janvier)

Le premier numéro de février vient de paraître.
Passez vos commandes à l'Humanité rouge —
BP 61 — 75861 Paris Cedex 18. Le numéro :
0,70 F.

— Abonnement —

15,00 F par an pli ouvert
30,00 F par an pli fermé
Adresse provisoire :
La Faucille : Humanité rouge — BP 61 — 75861
Paris Cedex 18.
CCP Humanité rouge — 30 226 72 La Source.

Se battre sur des revendications de salaire qui unifient la classe ouvrière

NON AU BLOCAGE DES SALAIRES



Avec l'approfondissement de la crise capitaliste, les conditions de vie de la classe ouvrière et des masses populaires se dégradent de plus en plus. Ce n'est pas là un vain mot. Il n'est que de voir pour s'en convaincre à quelle cadence les saisies se multiplient contre les familles ouvrières. Pour peu qu'il y ait un chômeur dans une famille, immédiatement les dettes s'amoncellent, les quittances de gaz, d'électricité s'accumulent, les retards de paiement des loyers s'entassent. Et bientôt la bourgeoisie envoie ses huissiers.

Tout le monde s'accorde à dire qu'au cours de l'année 1975 les prix ont globalement augmenté d'environ 14 %. La bourgeoisie, quant à elle, parle de 10 %. Mais ce chiffre n'est pas valable. Car les calculs auxquels se livre la bourgeoisie pour l'obtenir sont truqués. Elle oublie en effet — volontairement — d'y inclure les marchandises de toute première nécessité ou d'un usage courant et y place par contre des produits de luxe. C'est ainsi par exemple que parmi les marchandises dont l'INSEE observe l'évolution des prix on trouve le caviar, mais pas la boîte de sardines à l'huile. Or bien sûr le premier augmente dans une proportion moindre que la seconde, l'indice officiel de hausse des prix se trouve donc faussé.

En fait aujourd'hui encore, et plus que jamais, l'essentiel des salaires ouvriers va au logement, à l'alimentation et dans une moindre mesure aux transports. Dans son numéro 12 du 5 janvier 1976, l'hebdomadaire bourgeois «Le Nouvel économiste» publiait des données officielles à l'INSEE qui permettaient d'établir comme suit la répartition des dépenses des ménages ces dernières années.

DÉPENSES	Pourcentage de salaire
Alimentation	28,1 %
Habitation	21,2 %
Hygiène et santé	12,6 %
Transports et télécommunications	10,2 %
Habillement	9,8 %
Divers	18,1 %

Chacun a pu le constater, en particulier en ce début d'année 1976, ce sont bien les prix des produits alimentaires et les loyers qui montent le plus vite, et qui grèvent donc le plus les budgets des familles ouvrières et populaires.

Malgré cela la bourgeoisie n'en continue pas moins à fixer arbitrairement, à partir de ses prétendus indices, ce qu'elle ne considère même pas comme le minimum vital mais comme le salaire qui permet d'assurer aux salariés «la garantie de leur pouvoir d'achat et une participation au développement économique» (art. 31 x b de la loi du 2 janvier 1970) : nous voulons parler du SMIC. Les capitalistes viennent de le faire passer au taux horaire de 7,89F soit 1 372,86 F par mois pour 40 heures par semaine. Mais que peut-on acheter pour 7,89 F ? Comment vivre avec 1 370 F par mois, quand un «deux pièces» peut être loué 600 F par mois et plus dans une HLM ?

Nous estimons pour notre part que nous devons exiger : PAS DE SALAIRE MENSUEL INFÉRIEUR A 2 000 F. C'est là une revendication qu'avancent de plus en plus les travailleurs. Nous sommes convaincus qu'elle doit être discutée : seules les masses sont en mesure de déterminer avec précision quel est le salaire minimum qui permet aujourd'hui de vivre.

Mais des conditions d'existence des travailleurs, la bourgeoisie s'en moque comme d'une

guigne. La seule chose qu'elle prenne en considération ce sont ses profits, les moyens de les accroître encore et toujours plus. Or en versant aux ouvriers les salaires les plus petits possible, elle trouve au moins deux moyens de faire croître ces profits. D'abord évidemment elle économise sur la masse des salaires à verser. Mais ensuite, elle contraint les travailleurs à faire des heures supplémentaires, à travailler au rendement, aux pièces, à «accepter» l'intensification des cadences pour obtenir quelque prime de production, à «accepter» de travailler dans l'insécurité, dans des conditions insupportables pour obtenir quelque prime d'insalubrité, etc.

Souvent les travailleurs, pour pouvoir subsister, ne voient pas d'autre solution que se plier à ce chantage de la bourgeoisie. Mais de plus en plus ils s'engagent et s'engageront dans la lutte sur les mots d'ordre : NON AU TRAVAIL AU RENDEMENT, AU BONI, OU A LA PIECE — INTÉGRATION DES PRIMES DANS LE SALAIRE — 40 HEURES MAXIMUM PAR SEMAINE SANS DIMINUTION DES SALAIRES.

Pour cette dernière revendication, il est utile de rappeler qu'elle avait été arrachée par les luttes de masse de la classe ouvrière en 1936. La meilleure preuve en est qu'aujourd'hui lorsque la bourgeoisie parle de «durée légale de travail» c'est de 40 heures par semaine qu'il s'agit. Malgré cela un grand nombre d'ouvriers sont encore obligés de faire 50 heures par semaine, 57 heures même sur certains chantiers du bâtiment.

Dans sa recherche du profit maximum, la bourgeoisie est conduite à imposer, de fait, aux travailleurs des heures supplémentaires alors que dans le même temps des centaines de milliers d'entre eux sont au chômage, et des centaines de milliers d'autres au chômage partiel ! Entendons-nous bien. Nous nous révoltons contre cela, mais nous ne prétendons pas, comme le font par contre les dirigeants bourgeois du faux parti communiste français, qu'en supprimant les heures supplémentaires on pourrait résorber le chômage. Cela, nous savons que c'est impossible pour la simple raison que le chômage est un produit direct et inévitable du système capitaliste. Tant que le capitalisme existera, des travailleurs seront réduits au chômage.

Il n'en reste pas moins qu'il est juste de lutter pour imposer les 40 heures par semaine sans diminution de salaires. Cela d'ailleurs, bien qu'ils s'en défendent, les faux communistes du parti de Marchais se refusent à le revendiquer. La direction de la CGT elle-même a entériné la position des patrons contre les 40 heures. Et elle ne s'est servie de cet acquis de 1936 que pour obtenir... le paiement à 25 et 50 % des heures supplémentaires !

De plus en plus ces dernières années, les travailleurs ont engagé des luttes pour des augmentations de salaires calculées non en pourcentage mais de façon uniforme. C'est là le signe que la conscience progresse parmi les travailleurs du fait que les augmentations

en pourcentage profitent plus aux cadres qui touchent de hauts salaires qu'aux ouvriers qui sont en bas de l'échelle des salaires. De fait les augmentations en pourcentage creusent toujours plus l'écart entre les salaires, elles renforcent la hiérarchie dans les entreprises.

Là encore il s'est avéré que les révisionnistes sont opposés à cette revendication. A moins d'y être contraints par la pression forte des masses en lutte, ils se refusent jusqu'au bout à revendiquer des augmentations uniformes. La raison en est simple. La base de recrutement du PCF, depuis sa dégénérescence révisionniste, n'est plus principalement la classe ouvrière mais principalement les couches corrompues par la bourgeoisie que représentent dans les entreprises les ingénieurs ca-

dres et techniciens. C'est donc pour servir les intérêts de ceux-ci que les faux communistes réclament des augmentations en pourcentage. L'union générale des ingénieurs-cadres et techniciens qu'ils dirigent se déclare d'ailleurs ouvertement opposée à toute mesure visant à réduire l'éventail des salaires et la hiérarchie. Ce faisant les révisionnistes font d'une pierre deux coups, ils tentent d'empêcher que se construise sur la question des salaires l'unité de la classe ouvrière, et ils préparent le personnel auquel ils recourront pour encadrer la classe ouvrière si un jour ils parviennent à la direction de l'État bourgeois.

Ce sont là à notre sens autant de raisons supplémentaires pour imposer par la lutte des AUGMENTATIONS UNIFORMES DES SALAIRES.

A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL!

«Diviser pour régner», c'est toujours et partout la tactique qu'emploie la bourgeoisie pour perpétuer et accroître sans cesse l'exploitation capitaliste qu'elle fait subir aux travailleurs.

Au moyen des salaires, la bourgeoisie divise les travailleurs de la région parisienne et ceux de province. La décision prise en 1968, sous la pression des travailleurs en lutte, de supprimer les zones d'abattement de salaires n'a rien changé à la situation.

Jusqu'alors en effet existaient des zones d'abattement. La province constituait la zone d'abattement maximum des salaires, tandis que la zone 0 % comprenait Paris et la région parisienne. Cela permettait par exemple de fixer deux tarifs différents pour le SMIG, au 1er septembre 1950 lors de sa création, le SMIG était de 78 AF dans la zone de 0 % alors qu'il n'était que de 64 AF en province !

Aujourd'hui la bourgeoisie prétend que cette situation n'est plus. En fait chacun sait que d'importantes différences subsistent encore entre les salaires pratiqués en province et à Paris, pouvant aller jusqu'à 50 %, 75 % et plus dans certains cas. Dans une enquête publiée dans son numéro 174 du 19 janvier 1976, l'hebdomadaire «Le Point» révélait par exemple que le salaire net moyen des secteurs privé et semi-public qui se situait à l'indice 140,6 dans les Yvelines n'était en 1975 qu'à l'indice 69,9 dans la Creuse (indice 100 en 1972).

De même pour rompre l'unité de classe du prolétariat la bourgeoisie divise à l'infini les travailleurs dans une même entreprise, un même atelier, en catégories, sous-catégories, postes, etc. L'exemple de la SNCF est bien connu à cet égard de même que celui de Renault où, l'on s'en souvient, les OS des usines du Mans ont dû mener une lutte dure en 1972 pour supprimer ces innombrables classifications et cotations de postes.

En agissant ainsi, les patrons visent à susciter des rivalités, des jalousies entre les ouvriers. Ils spéculent sur ces divisions arbitraires pour empêcher les travailleurs de lutter tous ensemble et en même temps. Voilà pourquoi nous lançons le mot d'ordre :

A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL — NON AUX CLASSIFICATIONS ARTIFICIELLES, UN SEUL TAUX PAR CATÉGORIE !

L'attribution de primes «à la tête du client» est encore un moyen qu'utilisent les capitalistes pour «monter les ouvriers les uns contre les autres». Il est des chantiers par exemple où les travailleurs touchent tous des primes de risque, d'outillage, etc., différentes. Mais la division apparaît encore plus évidente lorsque à la fin de l'année les patrons donnent des «étrennes», la prime va couramment de 1 à 10 dans un même atelier. C'est également pour lutter contre cette division qui ne vise qu'à affaiblir la classe ouvrière que nous exigeons : INTÉGRATION DES PRIMES DANS LE SALAIRE !

Sous n'importe quel prétexte, qu'il s'agisse de qualification, d'ancienneté, ou autres, les capitalistes s'acharnent à diviser les travailleurs français et les travailleurs immigrés. L'on sait qu'en l'occurrence les patrons disposent de très nombreux moyens, mais l'un des moindres une fois de plus n'est pas le salaire. D'ailleurs les économistes bourgeois eux-mêmes sont obligés d'avouer que les travailleurs immigrés sont en général payés 20 % moins cher que leurs camarades français.

Les jeunes travailleurs sont également victimes de cette tactique bourgeoise. Les patrons les divisent entre eux en les payant plus ou moins suivant qu'ils sont ou non titulaires d'un CAP. Mais surtout la bourgeoisie fait tout pour les isoler des autres travailleurs, elle les paie beaucoup moins alors qu'ils font le même travail. Et le comble est bien que selon les capitalistes, il est normal (!), en raison de leur âge (!), qu'existe un abattement de salaires pour les jeunes travailleurs de moins de 18 ans !

Enfin parmi les plus grandes divisions qu'établit la bourgeoisie entre les travailleurs figure celle entre les hommes et les femmes.

(Suite page 5)



la France des luttes

Soutenons la lutte des travailleurs du bâtiment de Laval et de la Mayenne

La baisse du pouvoir d'achat, la non-satisfaction de leurs légitimes revendications (semaine de 40 heures sans diminution de salaire, retraite à 60 ans, treizième mois), le manque de sécurité sur les chantiers (Bourny) avec l'augmentation du nombre d'accidents du travail, sont à l'origine de la mobilisation des travailleurs du bâtiment dans la lutte actuelle.

Déjà au début de l'automne le mécontentement s'était manifesté : 150 ouvriers avaient séquestré le président de la Chambre patronale. Mais le patronat fait état de la crise du capitalisme, de la fameuse «mauvaise conjoncture actuelle». Ils entendent maintenir et même développer l'exploitation des travailleurs pour maintenir leurs profits.

UNITÉ DES TRAVAILLEURS EN LUTTE

Les ouvriers de chez Pouteau ont riposté le 27 janvier en votant la grève illimitée. Rapidement le mouvement s'est étendu aux autres entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics (Forclum, Praizelain, Cattirolo, Gruau, etc.). Début février 50 % des ouvriers du bâtiment de Laval étaient en grève. Ils furent rejoints par les employés, techniciens et agents de maîtrise de certaines de ces entreprises (ETAM).

Une plateforme commune de revendications a été élaborée : augmentation des salaires de 7 %, retour aux 40 heures, 13^e mois, augmentation des primes d'ancienneté et de transport, re-

traite à 60 ans, information syndicale sur le temps de travail.

Pour la première fois dans le bâtiment à Laval s'est réalisée l'unité des travailleurs, à la base, dans la lutte.

Par des manifestations, des distributions de tracts à la porte des usines, sur les marchés, les travailleurs du bâtiment ont fait connaître leur lutte. Un meeting organisé par les travailleurs et leurs syndicats a rassemblé 150 personnes le 5 février. Les travailleurs ont réaffirmé avec force leur volonté de lutte. Ils ont dénoncé les interpellations par la police d'ouvriers distribuant des tracts sur le marché d'Evron, ils ont dénoncé la municipalité PS qui, se retranchant derrière les négociations de la Commission paritaire du bâtiment, refuse de soutenir.

Le 6 février : ultime négociation à la Chambre patronale. 500 travailleurs du bâtiment sont présents pour appuyer les délégués et arracher la victoire. Mais les propositions patronales sont inacceptables (0,3 % d'augmentation répartie entre juin et décembre). C'est la

rupture. La colère monte et les patrons sont séquestrés un bon moment. Mais les dirigeants syndicaux de la CGT et de la CFDT mènent leur travail de sape et de démoralisation et finalement renvoient les travailleurs tenter de négocier entreprise par entreprise. Ils divisent la classe ouvrière unie.

NON AUX DÉMOLISATEURS ! NON AUX TRAITRES !

Les travailleurs unis dans l'action, déterminés à aller jusqu'au bout, ont vu se dresser devant eux les délégués révisionnistes de la CGT et les réformistes qui ont pratiqué sans arrêt une politique de collaboration de classe, misant tout sur la négociation, refusant les piquets de grève, freinant les travailleurs combattifs qui voulaient dans leur grande majorité séquestrer les patrons et durcir la lutte. Ils en appellent au respect de la légalité, et parlèrent d'aventure minoritaire, qu'il fallait une plus grande mobilisation, alors qu'une telle mobilisation, une telle unité ne s'étaient pas vues depuis longtemps dans le bâtiment à Laval.

Ils ont vu également comment le faux Parti communiste tente de récupérer le mouvement en distribuant un tract au meeting des travailleurs du bâtiment.

Ils bradaient leurs bonnes recettes du Programme commun et se lançaient dans leur propagande électorale pour les prochaines municipales en affirmant que s'ils avaient été à la mairie, cela ne se serait pas passé comme ça ! On peut en douter quand on voit comment ils trahissent les luttes et comment ils se comportent dans les municipalités qu'ils dirigent.

Encore une fois les révisionnistes et les réformistes se sont faits les alliés de la bourgeoisie qui se moque bien des revendications des travailleurs, qui envoie ses flics et ne manquera pas par la suite d'avoir recours aux pressions individuelles, aux licenciements pour tenter de casser la détermination des travailleurs.

OSONS LUTTER !

La lutte unitaire des travailleurs du bâtiment démontre qu'actuellement la classe ouvrière est déterminée à lutter. L'attitude des dirigeants révisionnistes, réactionnaires, doit permettre aux travailleurs de prendre de plus en plus conscience de qui sont leurs ennemis dans leur lutte pour la satisfaction de leurs revendications ; qui sont leurs ennemis sur le chemin qui mène à la libération de la classe ouvrière, à la révolution socialiste.

Correspondant HR.

A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL!

(Suite de la page 4)

Au 1^{er} juillet 1974, par exemple, parmi les travailleurs qui touchaient un salaire inférieur à 1 500 F net par mois, il y avait selon l'INSEE (cf. «Économie et statistique», No 62 décembre 1974), dans les secteurs privé et semi-public, 45 % de l'effectif total des femmes contre 23 % de l'effectif total des hommes ; 21 % des femmes contre 16 % des hommes dans le secteur de l'État ; et 79 % des femmes contre 73 % des hommes dans les collectivités locales.

Une enquête réalisée par le ministère du Travail donne également d'intéressantes indications sur la discrimination dont sont victimes les femmes quant aux salaires. Cette enquête se fonde sur les salaires horaires moyens des ouvriers et des ouvrières selon les branches d'activité (cf. «Supplément No 26 au bulletin mensuel des statistiques du travail», 1975). Il y apparaît qu'en avril 1974 dans l'industrie des produits minéraux non métallurgiques le salaire des ouvrières était de 7,84 F alors que celui des ouvriers était de 10,47F ; dans l'industrie chimique le salaire des femmes était de 8,75 contre 11,83 pour les hommes ; dans la construction électrique et électronique les salaires étaient respectivement de 8,37 et 10,07 ; dans l'industrie du cuir de 6,90 et 8,14 ; dans l'industrie du papier et la fabrication d'articles en papier de 8,11 et 11,04 ; dans l'imprimerie et l'édition de 8,49 et 13,06 ; dans l'industrie du caoutchouc de 8,10 et 10,12 ; etc.

La bourgeoisie essaie une fois de plus de trouver des justificatifs à cette situation. Elle parle de manque de qualification, de regroupement des femmes dans les secteurs les moins payés comme l'habillement. Mais qui en est responsable sinon elle ? C'est bien elle qui envoie les femmes dans des CET de couture tout en sachant pertinemment qu'elles n'auront pas de débouchés dans ce domaine, mais en sachant aussi qu'après leur stage elles pourront apprendre plus rapidement que d'autres le travail dans l'électronique, et qu'elles y travailleront sans qualification...

Contre de semblables injustices, les travailleurs français et immigrés, hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, dans toute la France doivent s'unir et lutter pour imposer : A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL POUR LES FEMMES, POUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS, POUR LES JEUNES.

Dans ce combat, il est certain qu'ils auront à s'affronter aux dirigeants bourgeois du faux parti communiste français et de la CGT. Ceux-ci en effet ne rêvent que de prendre en mains les leviers de commande de la machine d'État bourgeoise. Et de ce fait ils ont tout intérêt à ce que la classe ouvrière soit affaiblie et divisée. La lutte pour l'unité du prolétariat est un combat de classe, aussi est-il inévitable que la bourgeoisie, qu'elle se place sous l'étiquette de droite ou de gauche, cherche à s'y opposer par tous les moyens.

Marc LETALLEC

RASSEMBLEMENT NATIONAL OUVRIER DU 14 FEVRIER

PAYSANS DE LA SARTHE

Nous partageons tout à fait le point de vue du camarade Jurquet et des récents articles sur le Rassemblement national ouvrier, quant à la nécessaire participation de paysans à cette grande journée.

Aussi, notre CDHR comprenant un certain nombre de paysans, a pris l'initiative, modeste certes, de préparer un certain nombre de panneaux relatant quelques faits actuels de la situation de la petite et moyenne paysannerie.

Par exemple évolution des charges depuis quelques années, évolution des prix agricoles, des prix du matériel, disparités entre régions. Explication succincte du mécanisme des prix, des maigres augmentations

RENAULT LE MANS

AUX PRESSES LE PI POUR TOUS

C'est 80 gars sur les 95 OS de l'une des 3 équipes, qui réclament depuis 3 semaines le PI pour tous.

Le travail

Sur les lignes de presses (en cascades) l'OS (appelé AP, agent productif) récupère la tôle sous la matrice, et la dépose sur un tapis convoyeur. Là, un autre place la tôle sous une autre matrice. Toutes les 300 pièces, les travailleurs changent de machine, prennent la suivante en cascade. Ils doivent aussi changer les outils de presse (3 % du temps de travail, ce qu'ils refusent d'exécuter aujourd'hui).

Sur les presses individuelles, les travailleurs sont polyvalents ; suivant la production, ils changent les machines et doivent aussi changer les outils.

Position de la direction : ne passeront PI et suivant un calendrier, que les postes de travail où il y a 15 % de temps de changement d'outil. Elle ne reconnaît pas la polyvalence à ceux qui ont 3 %.

Position des travailleurs : «Ce qu'on fait n'engage à rien, on refuse le travail que l'on ne nous paie pas». Les délégués font pas grand chose, «avant, il n'y avait pas de différence de salaires entre nous».

Les syndicats : la CGT n'a pas dit un mot pour soutenir ces travailleurs. Par contre le 2 février dans un tract venimeux, elle s'en prend «aux actions minoritaires qui pourraient créer les conditions de la répression». C'est vraiment les champions du défaitisme !

accordées à Bruxelles, etc., des luttes des paysans.

EX-PIRON (BRETONCELLES)

Les travailleurs de l'usine ex-Piron, de Bretoncelles dans l'Orne, participeront au Rassemblement du 14 février. Ils sont en lutte depuis plus d'un an pour réintégrer l'unité de production de Bretoncelles. Dernièrement une promesse d'embauche !

Ils envisagent d'exposer un tableau avec photos sur les actions qu'ils ont menées.

Le 14 février est vivement attendu dans l'Orne. Nous viendrons en car probablement.

Vive le 14 février !
Vive le communisme !

Même immobilisme du côté CFDT : un délégué syndical affirme «c'est des cons, la direction va se bloquer et refusera même le calendrier promis pour le PI». Aussi affirme-t-il que les travailleurs des presses doivent s'organiser à la base, et que la CFDT les soutiendra toujours. Belle phrase, mais dans les faits cela revient à soutenir en parole et pas en action : le syndicat ne doit pas être un spectateur.

Au tracteur

C'est 200, ouvriers qui montent tous les tracteurs Renault et en usinent boîtes de vitesse et ponts.

Vendredi 30, les 4 OS qui montent les pneus demandent le PI et un quart d'heure de douche. Ils sont soutenus par un débrayage des chaînes d'une heure et demie. Durant le week-end, la direction joue les démangeurs. Le lundi, les travailleurs sont mis sur un autre poste, les pneus sont montés à l'extérieur.

La «riposte» de la CGT : faire appel à la sagesse et au réalisme de la direction, car, dit-elle, la régie a un besoin urgent de sa production.

Tout ceci est bien dans la logique révisionniste : toute grève affaiblit la production, et affaiblit la régie par rapport à ses concurrents privés. Les révisionnistes veulent faire la preuve que leur projet de capitalisme d'État (nationalisation) est le plus efficace. Conclusion : CGT et direction ont le même intérêt à éviter les grèves. C'est pour cela que la CGT donne des leçons de gestion à la direction : avec nous, plus de grèves !

Correspondant HR

RECTIFICATIF

Grève à Rehnu

Les 12 000 F de collecte dont l'article (HR No 422) parle sont en fait le produit d'une collecte des travailleurs de Rehnu pour le soutien aux grévistes d'Issoire, en 1975. C'est en réponse à ce geste que les travailleurs d'Issoire se sont à leur tour déclarés solidaires.

Ajoutons que des négociations ont eu lieu avec la direction, mardi dernier, et qu'elles ont échoué, la direction refusant de céder. La grève continue et s'amplifie.

Correspondant HR.

RASSEMBLEMENT NATIONAL OUVRIER DU 14 FEVRIER

MISE EN GARDE AUX AUTOMOBILISTES

Amis lecteurs, camarades et vous tous qui participerez au grand Rassemblement national ouvrier de la Mutualité, nous vous adressons une sérieuse mise en garde, pour que vous preniez les dispositions nécessaires afin d'empêcher que vos autocars ou automobiles particulières ne soient enlevés et mis en fourrière par la police.

Lors du grand meeting organisé par l'Association des amitiés franco-chinoises pour le 25ème anniversaire de la révolution chinoise qui regroupa plus de 10 000 personnes, de nombreuses automobiles ont été saisies par cette dernière et n'ont été restituées à leurs proprié-

taires qu'avec une amende de l'ordre de 300 à 400 francs ! Certains prétendent que tel fut le cas de plus de deux cents voitures !

Il est donc préférable de laisser vos moyens de locomotion en lieux sûrs et de vous acheminer à la Mutualité par le métro (station Maubert-Mutualité figurant sur la ligne gare d'Austerlitz-Porte d'Auteuil).

... A la Mutualité d'ailleurs, il y aura de meilleures occasions de participer financièrement à l'ensemble des luttes des travailleurs, que de se voir contraint à des versements involontaires et stupides imposés par la police en faveur du budget de l'État capitaliste !

Les 25 Millions

sont atteints

LISTE DE SOUSCRIPTION	
Total au 5/2/76	230 209,67
Un étudiant africain	7,00
Camarades JB	290,00
Un élève inspection PTT	100,00
Collecte cité populaire	55,35
Un enseignant	100,00
Un enseignant	3,00
JCMLF N. Béthune	30,00
Anonymes	70,00
Suplt à réabt. PL	18,00
" " "H	60,00
Soutien au qt des enseignants du CB	100,00
BF	50,00
Amis et sympts. de G	82,50
Des enseignants	5,00
Un appelé	0,50
Anonyme en timbres	4,00
CDHR R	100,00
" Hapiot	100,00

Suplt souscription sur vente cartes postales	12 453,50
Suplt souscription sur vente calendriers	5 722,50
Total	249 560,32
De la part de Jean	300,00
CDHR Cathelas	86,50
" F. Marty O	1,50
" Louise Michels	100,00
" C. Zetkin	200,00
" F. Yveton	200,00
" P. Sémard NO	1 250,00
" Ostrowski/masse	20,00
" Péri NO	70,50
" Dimitrov	
un m-l grec	10,00
" Cathelas	10,00
" J. Lahaut	20,00
" G. Moquet	52,50
" Gerardin	105,00
Anonyme	4,50

CDHR P. Sémard souscrip. au cours d'une réunion de lecteurs	50,00
Pour la dictature du prolétariat MH	50,00
CDHR D. Casanova	150,00
" Garcia Sanz Vive la dictature du prolétariat	200,00
DP pour la souscrip.	100,00
CDHR Provence	250,00
Anonyme	70,00
CDHR Dimitrov R	220,00
" Nguyễn Van Troi	70,00
" Marty R	300,00
" Lénine R	90,00
" Thérèse Pierre R	55,00
" Cabral R	20,00
" E. Pottier R	435,00
" Ouest	915,00
Suite sousc. à meeting	609,32
Sur un marché du Nord	
souscription de masse	4,00

CDHR Fabien L Vive la dictature du prolétariat	610,00
Une auxiliaire éducat. Nat. pour la dict. prol.	20,00
Sousc. de masse	
4ème verst.	16,40
PB et JR pour la dictature du prolétariat	300,00
Suplt à réabt CF	8,00
Des ouvriers de la SNEGMA	3,00
CDHR Djanov	200,00
DK	6,00
Vive la révolution prolétarienne anonyme	50,00
Pour la révol. prolet. condition nécessaire à la libération de la femme	70,00
Sur un marché	6,25
Une famille ouvrière	10,00
CDHR Dombroski	96,50
Total au 6/2/76	256 976,00

LUTTES ETUDIANTES

Aujourd'hui, journée régionale d'action des facultés de Nantes, Angers, Tours, Rennes contre l'arrêté Soisson

A l'exemple des étudiants de Nantes, les étudiants de la faculté des lettres de Rennes ont entamé depuis deux semaines la lutte contre «l'arrêté Soisson», réforme du 2ème cycle de l'université.

Après une première étape de «l'arrêté Soisson» et d'information auprès de l'ensemble des étudiants, les étudiants réunis en assemblée générale le 3 février ont voté la grève jusqu'au 6 au matin.

L'assemblée générale a voté les mots d'ordre suivants, tout en estimant que l'on devait continuer à les discuter et à les préciser : abrogation de l'arrêté Soisson ; ni chômeurs, ni cadres au service du capital ; formation générale pour tous ; titularisation des maîtres-auxiliaires* ; ouverture de la faculté aux non-

bacheliers et aux travailleurs.

Pour mener la lutte, les étudiants en grève se sont organisés en assemblées de section (histoire, langues, français, psychologie,...). Dans ces assemblées sont discutés les revendications, les mots d'ordre, de même que les formes de lutte. Elles élisent des délégués qui sont organisés en un comité de coordination.

D'ores et déjà le comité de coordination s'est chargé de la rédaction d'un tract et a pris contact avec les facultés de Rennes, Nantes, Tours, et autres, de même

qu'avec certains syndicats enseignants.

L'Assemblée générale discute et vote les propositions des assemblées de section et du comité de coordination. C'est donc elle qui est souveraine. Toute personne ou organisation étudiante a le droit d'intervenir en AG à condition qu'elle respecte les décisions prises par cette dernière et participe au travail à la base, dans les assemblées de section.

Il s'est trouvé que ce n'était pas le cas de l'UNEF. Celle-ci en effet tente d'utiliser la lutte des étudiants, à ses propres fins. Elle refuse de participer au travail à la base et prend par contre des initiatives contraires aux intérêts des étudiants comme l'envoi à la

presse de trois communiqués mensongers à l'égard de leur lutte. Pour ces raisons, et aussi parce qu'elle se refuse dans ses mots d'ordre à remettre en cause le rôle de l'université en système capitaliste, l'UNEF se trouve de plus en plus isolée et rejetée par les étudiants.

Ses tentatives de récupération sont mises en échec. C'est ainsi que le 6 février, la proposition de l'UNEF de faire du jeudi 12 une journée d'action - coïncidant avec les États généraux de l'UNEF - a été refusée, l'assemblée générale adoptant le principe de la journée régionale d'action proposée par la coordination des facultés de Nantes, Angers, Tours et Rennes pour le mercredi 11.

Aujourd'hui donc, mercredi, cette journée a lieu sur les deux mots d'ordre suivants :

- Abrogation de l'arrêté Soisson ;
- Refus de l'envoi des dossiers d'habilitation.

Demain les représentants des quatre facultés d'Angers, Nantes, Tours et Rennes ainsi que ceux de Brest, Caen et Poitiers se réuniront pour faire le bilan de la journée d'action et décider en commun de nouvelles perspectives d'action préparant la coordination nationale du 21 février à Nantes.

Des étudiants m-l de la faculté des lettres de Rennes

* Enseignants sous-payés parce que ne possédant pas le CAPES.

Le No 5 de janvier-février 1975 de
LA JEUNE GARDE ROUGE
— Organe central de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France vient de paraître

Au sommaire de ce numéro
— Chou En-lai révolutionnaire immortel.
— Le 11 janvier 1946 la République populaire d'Albanie était proclamée
— LE PCMLF A 8 ANS
— Contre le chômage la JCML de Suisse à la pointe du combat
— La campagne du PCF sur les libertés une preuve de sa faiblesse
— Le social-impérialisme russe s'arme jusqu'aux dents
— Ainsi qu'une page culturelle, etc.
PASSEZ VOS COMMANDES A L'ADRESSE DE L'HUMANITE ROUGE, EN PRÉCISANT «POUR LA JEUNE GARDE ROUGE»
Prix : 2,50 F

COLLECTION MARXISME-LÉNINISME AU COMBAT
Sur l'unité des marxistes-léninistes.
par Ernst Aust 4,50 F
E - 100
24, rue Philippe-de-Girard
75010 Paris

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

RADIO TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	sur 31 et 42 m
16 h	sur 31 et 42 m
17 h	sur 31 et 42 m
19 h	sur 31 et 42 m
21 h	sur 31 et 42 m
22 h	sur 31, 42 et 215 m
23 h	sur 31, 41 et 206 m

RADIO PEKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 et 42,5 m
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 et 42,5 m
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 et 45,7 m
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9 m

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS !
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	60 F
3 mois	95 F	180 F
6 mois	190 F	360 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE No 3022672 La Source.



culturel

sports

Le mythe des Jeux Olympiques

Certains gardent foi dans les principes idéalistes qui prétendent que le sport — et en particulier les Jeux Olympiques — est un champ magique où, pour la beauté de l'art sportif, une bataille neutre est engagée gommant tous les problèmes de la société, raciaux, de luttes de classes et où tout se passe dans le meilleur des mondes.

Seulement voilà ! Depuis leur naissance, à la fin du siècle dernier à Athènes, les Jeux Olympiques ont justement été le théâtre d'événements rappelant sans cesse que le sport est aussi le lieu de la lutte des classes et de tout ce qui en découle. Un des exemples les plus impor-

tants est le succès du Noir américain Jesse Owens en 1936 aux Jeux Olympiques de Berlin. Hitler, lui qui avait sans doute toutes les caractéristiques du bel aryen, grand, blond aux yeux bleus n'avait pas du tout apprécié une telle remise en cause de sa « théorie » de la supériorité des races sur certaines autres.

Un autre exemple très connu est celui de ces Noirs américains, médaillés aux Jeux Olympiques d'été de Mexico en 1968, qui, pendant que l'hymne américain était joué, levaient le poing debout sur le podium en signe de protestation contre la politique raciste et crimi-

nelle du gouvernement US. Que dire encore aujourd'hui des « problèmes » posés au J.O. et au C.I.O. (Comité international olympique) par le dossier de la raciste Afrique du Sud ?

Le mythe du paradis neutre et paisible pour les hommes des Jeux Olympiques semble bien mal se porter.

Un dernier point. Le mythe des Jeux Olympiques peut encore jouer bien des tours et des plus graves... Si les Jeux Olympiques de 1936 se déroulaient à Berlin, c'était simplement parce que les capitalistes allemands et leur poulain Hitler voulaient profiter de ce mythe pour cacher la véritable na-

ture de l'Allemagne nazie : un Etat impérialiste qui se préparait à la guerre et au pillage. La « paix » symbolisée par les Jeux Olympiques en 1936 cachant les préparatifs de guerre nécessaires aux agressions de 1938.

Que dire du projet d'organiser les prochains Jeux Olympiques à Moscou, la capitale d'un Etat qui se cache sous le masque de socialisme mais qui en fait est devenu capitaliste et prétend à l'hégémonie mondiale en s'armant jusqu'aux dents et en étendant ses forces militaires à travers le monde ? N'est-ce pas la même démarche ?

Rassemblement ouvrier

Appel aux artistes professionnels et amateurs

MUTUALITE DE 14H A 24H SALLES A ET B

Le Rassemblement national ouvrier du 14 février approche et ce sera un grand jour pour la classe ouvrière. La participation artistique se fait toujours plus nombreuse.

Ainsi, nous avons de nouvelles propositions :

Le Théâtre de la Merluche

Le Théâtre de la Merluche, théâtre de la région de Lille, annonce qu'il participera au meeting du 14 février et souhaite présenter un sketch sur la rivalité des

deux superpuissances dans les pays du tiers monde : Nos deux amis. Il espère pouvoir « exposer un panneau expliquant la lutte de la troupe pour un théâtre au service des luttes des peuples et appeler à ce stand à une aide financière ».

Raymond Bouton à Grenoble

Les travailleurs de cette entreprise exposeront des caricatures et des photos et proposent de chanter une chanson qu'ils ont réalisée pour la grève qu'ils ont menée pour les 40 heures.

Dopage des skieurs de fond est-allemands et course aux techniques de pointe

INNSBRUCK

LA MACHINE A SOUS

Depuis quelques années on ne peut plus parler de sport sans parler argent. « Tout se vend et tout s'achète ». Voilà une devise qui s'applique décidément dans tous les domaines que touche le système capitaliste. Toutes les bonnes âmes s'émeuvent mais comment peut-il en être autrement quand il s'agit pour les loups des trusts du capital de manger toujours plus le marché de leurs compères ? Le maître de séance des Jeux Olympiques d'hiver à Innsbruck c'est le profit. C'est à peine si l'on parle des performances physiques des sportifs perdues au milieu des problèmes techniques, de marques et de fric. A vrai dire même celles-ci sont fortement remises en cause par des pratiques qui ont encore pour objectif le prestige et le profit et ce par des pays dont a priori on attend le moins ce genre de procédés. Ainsi la Norvège a-t-elle révélé que les skieurs de fond est-allemands pratiquaient une sorte de dopage en subissant des transfusions sanguines. Le but est simple : l'injection de nouveaux globules rouges permet un surcroît d'oxygène apportés par ces globules, d'où une meilleure résistance et endurance. Le CMO (Comité Médical Olympique) est bien embêté : y a-t-il vraiment dopage ? Pas de substances chimiques, tout ce qu'il y a de naturel ! La

limite est difficile à définir... Mais elle est aussi difficile à définir entre cette pratique et celle qui conduirait à celle du Lebensborn nazi, lieu privilégié où ces criminels sélectionnaient et éduquaient les « êtres » d'élite d'une soi-disant pure race aryenne. A quand « l'être-sportif » spécialement destiné aux compétitions ?

Cette course au prestige et aux profits qui n'épargne donc pas les pays de l'Est et qui contribue un peu plus à ternir leur image socialiste est la reine à Innsbruck. Sous une couverture pseudo-scientifique, toute l'industrie du ski se lance dans une bataille effrénée. C'est à qui aura son casque à transistors permettant aux sauteurs à ski de recevoir des instructions en plein vol par leurs entraîneurs. C'est à qui aura ses skis à spatules trouées en forme d'œufs pour augmenter la vitesse, ses bâtons de skis recourbés, sa combinaison d'homme-grenouille fabriquée par la NASA pour les patineurs de vitesse US. Ou encore le casque en forme d'œuf. Etc, etc. Le CIO (Comité International Olympique) laisse se dérouler cette course aux sous qui permet à des sportifs comme Franz Klammer le champion de descente d'Innsbruck de toucher 25 000 francs (nouveaux) à chaque succès. Décidément « tout se vend et tout s'achète ».

La mafia règne sur les Jeux Olympiques de Montréal

CHICAGO 1930, CHILI, POLOGNE 1976

Dire que la mafia contrôle le FTQ (Fédération des travailleurs du Québec) et fait tourner à son profit la construction des édifices qui abriteront les Jeux Olympiques d'été à Montréal à partir du 17 juillet 1976, est très dangereux au Québec. Jean-Pierre Charbonneau, journaliste au « Devoir », journal québécois, en sait quelque chose, lui qui a échappé aux balles qu'un tueur de la mafia avait l'ordre de décharger sur lui. Le FTQ est le plus puissant syn-

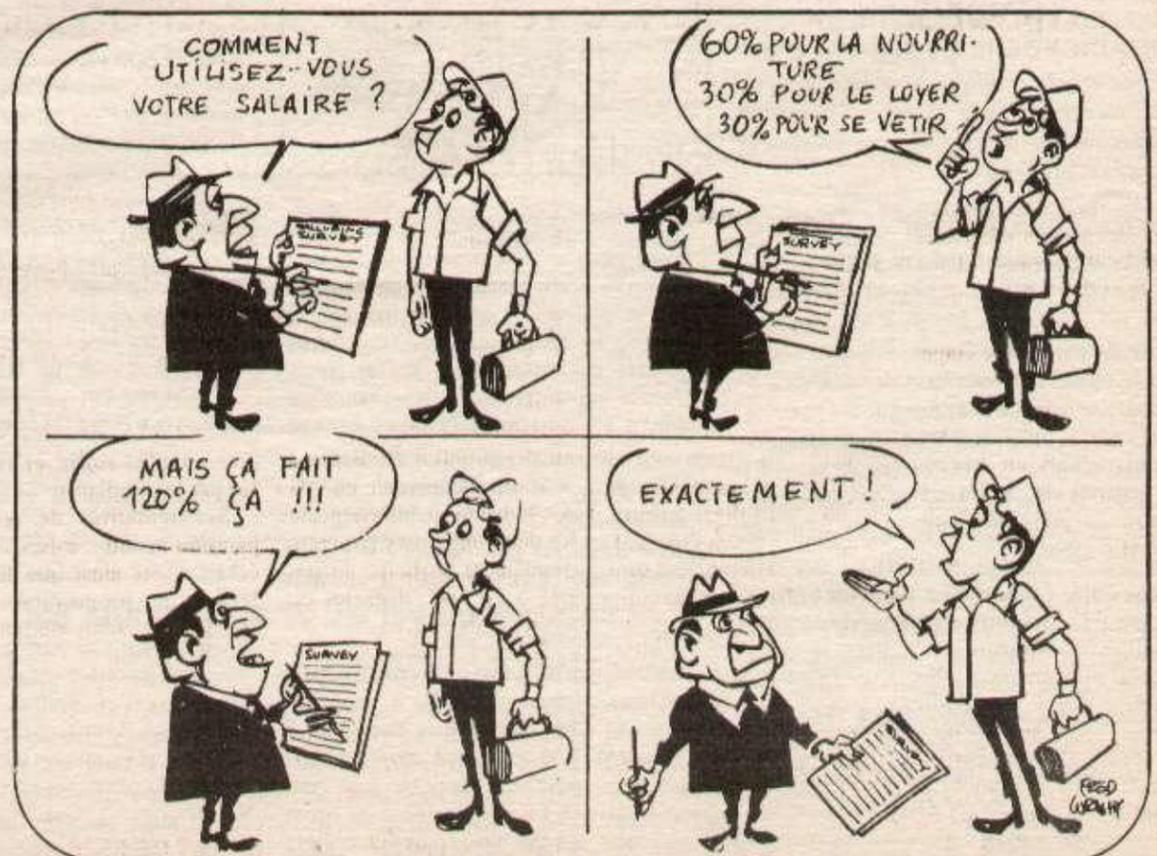
dicat du bâtiment au Québec : pour avoir du boulot dans le bâtiment il faut être syndiqué FTQ. Travailler sur un chantier veut dire être surveillé par un permanent du FTQ (1 surveillant pour 100 ouvriers) qui est soi-disant là pour protéger les travailleurs. Ces permanents perçoivent un salaire annuel de 9 millions pour faire leur sale besogne et ils régnent également sur le bureau d'embauche et licencient les ouvriers s'ils ne paient pas leurs cotisations.

Des pratiques qui font frémir... Pratiques de fascistes et de gangsters qui révent de contrôler sous une poigne d'acier le peuple travailleur et les richesses qu'il produit. Ainsi M. Drapeau, le maire de Montréal s'affirme incapable de lutter contre cette organisation qu'est la mafia, si ce n'est une faible commission d'enquête impuissante. M. Daoust, secrétaire général du FTQ jure son innocence, mais où vont les fonds détournés (près d'un milliard) ? Pourquoi 24

personnes ont-elles été arrêtées ? Pourquoi ces grèves-chantages, dans lesquelles les travailleurs n'ont absolument rien à voir, imposées par le FTQ qui n'hésite pas à faire détruire certains édifices déjà construits ? Ne serait-ce pas du chantage (chaque retard coûte beaucoup d'argent aux organisateurs et à la ville de Montréal) ? Un modèle de syndicat fasciste comme on n'en rencontrait qu'à Chicago en 1930 ou aujourd'hui au Chili ou en Pologne.

Vu par « Guardian »

(journal américain radical et indépendant)



l'Humanité Rouge

document

MENER LA LUTTE DE CLASSE contre la bourgeoisie capitaliste et contre le révisionnisme

«L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes (...) La société bourgeoise moderne élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer à celles d'autrefois de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte.»

(K. Marx, F. Engels dans «Le Manifeste du Parti communiste»)

Dans la société capitaliste monopoliste qui est celle dans laquelle nous vivons, la bourgeoisie règne sans partage et possède tous les moyens, toutes les armes pour imposer sa dictature sur la classe ouvrière et les masses laborieuses. «Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgée les armes qui la tue-

La lutte de classe s'exerce dans tous les domaines de la société. Il n'y a pas un seul domaine où la bourgeoisie tolère le partage avec son ennemi irréductible : le prolétaire. Celui-ci n'a pas de propriété, il est un esclave salarié. Ce qui fait sa force c'est d'avoir conscience qu'il appartient à une classe déterminée et que CETTE classe doit s'organiser en tant que telle car c'est elle qui abolira la propriété bourgeoise.

LE PATRONAT

La crise de la société capitaliste en France se manifeste dans tous les domaines : politique, économique, monétaire, social, financier, culturel, institutionnel, moral... Cela se manifeste dans la vie, dans l'actualité de chaque jour. Certes, la classe ouvrière et les masses travailleuses ont, dans une large mesure, plus directement affaire à ce qui est appelé le patronat. Mais qu'est-ce qu'un patron sinon un exploiteur, sinon le représentant direct de la classe bourgeoise, du pouvoir des monopoles. Pour la classe ouvrière et les autres travailleurs manuels et intellectuels, qui vendent leur force de travail, il ne suffit pas de viser UN patron, mais la classe des patrons, l'État capitaliste tout entier. Ce dernier est d'ailleurs dans le cas d'entreprises d'État (EDT-GDF, SNCF...) et autres entreprises nationalisées l'exploiteur direct.

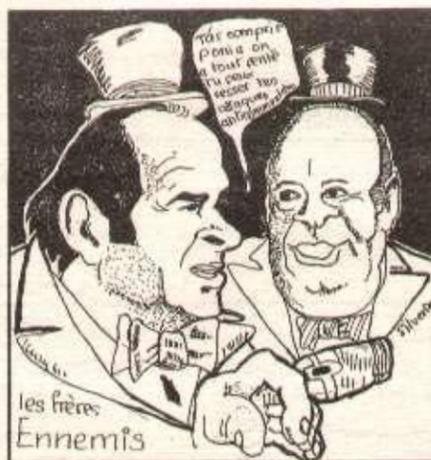
LA LUTTE CONTRE LA BOURGEOISIE ET SES VALETS

Sur le plan politique, se manifeste un affaiblissement de son autorité : la légalité bourgeoise est de plus en plus souvent et largement contestée.

Généralement il ne lui est pas porté atteinte dans le seul but de lui porter atteinte, mais parce que pour obtenir ce que l'on veut ou dont on a besoin il est nécessaire de passer outre. Car les lois sont faites par la classe possédante et donc dans son intérêt, et de telle manière que les «petites gens» ne puissent pas s'en servir. Ceux-là mêmes, ce n'est pas sur ce terrain-là qu'ils peuvent se battre prioritairement, mais quand ils y sont contraints (de nombreux travailleurs qui ont participé à des grèves dures ou à des manifestations, ont été — ces derniers temps — traînés devant les tribunaux) ce n'est pas individuellement que se fait la riposte, c'est la masse des ouvriers, ou des paysans, d'une entreprise ou d'une ville qui se mobilise pour défendre les siens. C'est ainsi qu'à Châtelleraut, lorsque des travailleurs de l'entreprise Bléreau ont été assignés en référé, ce sont les masses populaires de la région qui ont été

mobilisées et sont venues manifester devant le Palais de «justice». Plus récemment encore, trois ouvriers des Câbles de Lyon (à Clichy) qui passaient au tribunal ont reçu l'appui de plus de 200 ouvriers de l'entreprise et également de l'usine Thomson de Levallois.

Dans leur lutte, les travailleurs sont amenés à utiliser la juste violence de classe pour riposter à la violence patronale. Par exemple, pour s'opposer au licenciement massif de milliers d'ouvriers, les ouvriers d'Usinor Trith Saint-Léger ont bloqué le train Calais-Bâle ; ceux de Griffet, Lozay-Babcock... ont bloqué des routes, comme le font souvent les paysans. Ce n'est pas par plaisir ou par jeu, mais bien parce que c'est leur gagne-pain qui est en jeu : c'est l'action résolue ou le chômage.



Pour riposter aux actions de classe, la bourgeoisie s'appuie sur ses larbins pour servir sa politique : n'a-t-on pas vu plus d'une fois les cadres organisés en commando, aidés par des nervis fascistes (police patronale ou autre CFT) attaquer physiquement les grévistes ? Certaines entreprises sont tristement célèbres dans le domaine (Peugeot, Citroën, Simca...). En juin dernier ce sont 9 ouvriers des Câbles de Lyon qui ont été fauchés par une voiture, l'assassin était bien protégé, il est libre, mais par contre ce sont 3 ouvriers qui sont jugés !

La bourgeoisie a toujours pour politique de diviser pour régner. Elle a ses agents infiltrés au cœur même de la classe ouvrière : ceux qu'elle a réussi à corrompre, les aristocrates ouvriers. Ceux-là font tout pour freiner et briser le combat de classe, notamment les leaders syndicaux corrompus. C'est par eux qu'elle exerce directe-

ment, elle a produit aussi les hommes qui les manieront : les ouvriers modernes, les prolétaires» (idem).

Depuis le début du siècle la bourgeoisie a atteint le stade suprême de son développement : le capitalisme monopoliste d'État. Elle est aujourd'hui dans la phase de son déclin, mais elle ne tombera pas toute seule. Comme toute classe réactionnaire elle est condamnée, elle le sait, mais elle s'accroche désespérément. Tout son empire est basé sur le profit, c'est son but unique. C'est pourquoi la contradiction qui l'oppose au prolétariat est fondamentalement antagonique. Aussi la lutte contre la bourgeoisie n'est-elle pas une partie d'échecs ou de parlottes autour du tapis vert, mais une lutte à mort.

ment et dans de larges couches son influence corrosive et cherche à amener celles-ci à collaborer au nom de sa soi-disant paix sociale. C'est là une vieille méthode.

CONTRE LA BOURGEOISIE RÉVISIONNISTE

Depuis près d'une vingtaine d'années, un phénomène nouveau est apparu et a submergé ce qui était autrefois le parti de la classe ouvrière et le syndicat de lutte de classe qui avaient la confiance des masses : la dégénérescence révisionniste du PCF et de la CGT.

Certes, cela ne s'est pas passé au seul niveau national, mais au niveau international. Car la bourgeoisie française est évidemment liée à la bourgeoisie internationale, de même que le prolétariat de France a les mêmes intérêts que le prolétariat international.

La ligne directrice, idéologique et politique — au sein du PCF et de la CGT — s'est transformée de ligne prolétarienne en ligne bourgeoise. Ce qui est devenu dominant pour le PCF ce n'était plus la lutte pour la destruction violente du système capitaliste, mais la voie pacifique électoraliste, respectant les lois et le système bourgeois. Pour la CGT, ce n'était plus l'abolition du patronat et du salariat (même si cette mention n'a été officiellement remplacée qu'en 1968), mais un appareil d'encadrement de la classe ouvrière pour lui faire appliquer la ligne révisionniste imposée par les dirigeants du PCF infiltrés à la tête de la CGT. Le révisionnisme est devenu l'obstacle principal à la révolution prolétarienne. Cela est devenu plus visible pour les larges masses quand en mai-juin 68, ces dirigeants ont calomnié les étudiants en lutte, quand ils se sont opposés à la liaison du mouvement étudiant avec la classe ouvrière en grève et au déclenchement de mouvements paysans, et quand ils ont appelé à cesser le mouvement pour les élections.

Depuis, dans les entreprises, dans les campagnes, dans les facultés, les lycées... ils ont joué le rôle de sapeurs-pompiers des luttes. Leur but : parvenir au pouvoir, et pour cela il leur faut la paix sociale.

Ils se sont acharnés à démontrer qu'ils étaient capables de gérer le pouvoir, et au cours de certaines grèves comme «Le France», la «SNIAS», «Titan-Coder», «Ratseau», etc., ils ont mis en avant «la défense du patrimoine national» (qui est aux mains des capitalistes). Aujourd'hui encore, on l'a vu à Grandin, Triton, Idéal-Standard, à Chauffour, l'Imro..., ce qu'ils mettent en avant — alors que les ouvriers sont en grève contre les licenciements — c'est la qualité du matériel fabriqué. Pourquoi cet acharnement à mettre en avant la production capitaliste ? Pourquoi aussi vouloir nationaliser



les plus gros trusts ? C'est bien parce qu'ils ont une idée derrière la tête.

En tant que parti révisionniste, le PCF défend la ligne politique fondamentale du Parti révisionniste soviétique. Il défend les visées hégémoniques du social-impérialisme russe, qu'il présente — selon le bon vouloir de ses maîtres — comme un ami des peuples, comme un défenseur de la «paix» (même après l'invasion de la Tchécoslovaquie, le démembrement du Pakistan, le coup d'État manqué au Soudan et plus récemment au Portugal), de la «détente» (tout en sachant très bien que les troupes soviétiques sont massées aux frontières de l'Europe de l'Ouest, que les flottes soviétiques patrouillent dans les océans du monde où elles rivalisent avec l'impérialisme américain). C'est un agent à 100 % de cette superpuissance.

Mais comme le rôle agressif du social-impérialisme russe est de plus en plus démasqué par les peuples — et y compris par le peuple français — il est amené à prendre — en apparence — une attitude «critique», mais uniquement à condition que ça ne remette pas en cause le fondement de la politique soviétique : la préparation à la guerre.

Il se fait le chantre de «la défense des libertés», abandonne plus ouvertement que jamais un principe marxiste-léniniste fondamental comme celui de la dictature du prolétariat, pour rassurer la bourgeoisie et ses complices socialistes et radicaux. En un mot il prépare le terrain pour sa venue au pouvoir.

Il joue sur deux tableaux :

— sur la collaboration de classe et le respect des règles du système capitaliste, pour rallier à lui des couches de plus en plus larges de la bourgeoisie. Mais cet aspect a l'inconvénient (pour le PCF) d'être le plus facilement perceptible par les masses qu'il trompe encore ; ce n'est pas l'aspect principal.

— il cherche à faire pression sur la bourgeoisie au pouvoir pour que celle-ci fasse des concessions au social-impérialisme.

Il se sert de l'influence qu'il a encore dans les masses, notamment par l'intermédiaire de la CGT dont il contrôle l'appareil et les postes-clés, pour faire passer sa ligne pro-social-impérialiste dans les masses. C'est ainsi qu'à Renault en 71 ou que récemment chez Triton, il a suivi l'ordre de Moscou de briser la grève pour faire livrer le matériel destiné à l'URSS.

Pour ses visées hégémoniques en Europe, le social-impérialisme russe a besoin de ses 5e colonnes révisionnistes. C'est donc bien en tant que tel que nous devons combattre le parti révisionniste français, sans oublier pour autant son rôle de collaboration de classe dans les luttes.

Serge LAFORGE